

Discours du Président de la République devant le Parlement réuni en Congrès à Versailles

Publié le 10 Juillet 2018

RUBRIQUE : NATION, INSTITUTIONS ET RÉFORME DE L'ETAT

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI.

Versailles, lundi 9 juillet 2018

Monsieur le Président du Congrès,

Monsieur le Président du Sénat,

Monsieur le Premier ministre,

Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Mesdames et Messieurs les Sénateurs,

Je n'ai rien oublié et vous non plus du choix que la France a fait il y a une année : d'un côté, toutes les tentations de la fermeture et du repli, de l'autre, la promesse républicaine ; d'un côté, tous les mirages du retour en arrière, de l'autre, les yeux ouverts, le réalisme et l'espérance assumée. Et je n'ai rien oublié des peurs, des colères accumulées pendant des années, qui ont conduit notre pays à ce choix. Elles ne disparaissent pas en un jour, elles n'ont pas disparu en une année.

Je n'ai pas oublié la peur du déclassement pour soi-même et pour ses enfants, la rage devant l'impuissance publique, le pays qui se sent coupé en deux, non pas seulement entre partis opposés, mais plus grave encore, entre sa base et son prétendu sommet. A la base, les femmes et les hommes au travail ou qui cherchent du travail sans en trouver, tous ceux qui ont du mal à boucler les fins de mois. Et au sommet, ceux qui sont au pouvoir, leurs discours de soi-disant puissants qui ne changent jamais rien et auxquels en plus on ne comprend plus rien, l'impression du citoyen d'être ignoré, méprisé, surtout de ne pas voir, de ne plus voir, où nous devons et pouvons aller ensemble.

La colère enfin, née de la fin des ambitions collectives et de la fin des ambitions familiales et personnelles. Je n'ai rien oublié de ces colères, de ces peurs, rien. Peur aussi de l'autre, des grands changements, du fracas du monde : les tensions avec l'Iran, la guerre commerciale lancée par les Etats-Unis, les divisions de l'Europe. Je n'ai pas oublié, je n'oublie pas et je n'oublierai pas. C'est pourquoi je suis devant vous, dans ce rendez-vous que j'ai voulu annuel, humble mais résolu, porteur d'une mission dont je n'oublie à aucun moment qu'elle engage le destin de chaque Française, de chaque Français et donc le destin national.

J'ai dit humble mais résolu, et je veux vous faire une confidence : il y a une chose que tout président de la République sait, il sait qu'il ne peut pas tout, il sait qu'il ne réussira pas tout. Et je vous le confirme, je sais que je ne peux pas tout, je sais que je ne réussis pas tout. Mais mon devoir est de ne jamais m'y résoudre et de mener inlassablement ce combat. Tout président de la République connaît le doute, bien sûr, et je ne fais pas exception à la règle mais j'ai le devoir de ne pas laisser le doute détourner ma pensée et ma volonté. C'est une fonction qui, si l'on est réaliste, porte à l'humilité ô combien, mais à l'humilité pour soi, pas à l'humilité pour la France. Pour la France et pour sa mission, le président de la République a le devoir de viser haut et je n'ai pas l'intention de manquer à ce devoir.

De ce destin national, nous sommes, vous comme parlementaires, le Gouvernement sous l'autorité du Premier ministre, moi comme président, conjointement chargés. Vous êtes la représentation nationale. C'est une grande tâche que de représenter le peuple souverain, pas seulement un peuple de producteurs et de consommateurs animés d'attentes économiques et sociales, non, un peuple de citoyens, des femmes et des hommes qui veulent, les yeux ouverts, façonner leur destin collectif. Durant cette année, le Parlement a beaucoup travaillé. La mission que les Français nous ont assignée il y a un an, vous ne l'avez jamais perdue de vue : renforcer notre économie, définir un modèle social juste et équitable, conforme aux aspirations de notre siècle, restaurer l'autorité de l'Etat et lui donner réactivité et efficacité, relancer l'Europe.

Et vous avez jour après jour œuvré en ce sens. Vous avez œuvré dans l'urgence pour tourner la page des politiques et des blocages qui handicapaient lourdement notre pays. Votre action a permis que l'investissement reparte, que le scandale du tirage au sort à l'université prenne fin, que l'école retrouve sa place et la transmission sa dignité, que la lutte contre le terrorisme soit inscrite dans notre droit sans avoir plus recours à l'état d'urgence, que le travail paie davantage, que la France se dote d'un budget sincère, efficace et ambitieux et repasse sous les 3 % de déficit. Vous avez rendu à la France ses capacités

militaires à travers une loi de programmation d'une ambition nouvelle et inédite. Vous avez levé les blocages du marché du travail créés par un Code devenu obsolète et inadapté. Vous avez sauvé d'une faillite certaine notre service public du transport, la SNCF, par une réforme sans précédent.

Par là, vous avez démontré qu'il n'existe pas de fatalité de l'enlèvement et de l'échec lorsque prévaut une volonté politique sans faille guidée par l'intérêt général. Vous avez engagé des chantiers d'une ampleur jamais vue, notamment le chantier de la formation professionnelle, de l'apprentissage, du logement. Qui peut, sur tous ces sujets, oublier la situation dans laquelle était le pays il y a un an ? Qui peut oublier que sur chacun de ces sujets, il était dit que ces réformes étaient impossibles il y a un an ? Et le chantier institutionnel, bien sûr. Ce dernier, à certains, peut tarder et nous assumons ce retard car il n'est dû qu'au choix délibéré de donner la priorité au quotidien des Français. Le Premier ministre en présentera demain le contenu devant l'Assemblée nationale. Je sais d'ores et déjà tout le travail qui a été fait en cette enceinte.

Au cœur de cette réforme institutionnelle, se trouve la volonté d'une liberté plus grande. Liberté des collectivités territoriales appelées à mieux exploiter leurs atouts, leurs spécificités, en permettant une véritable différenciation. Liberté des citoyens grâce à une Justice indépendante. Liberté du Parlement que je veux plus représentatif des Français, renouvelé, doté de droits supplémentaires, animé par des débats plus efficaces.

Je crois au bicamérisme qui garantit une démocratie mieux équilibrée et je salue ici le travail accompli cette année par le Sénat pour permettre que les transformations engagées soient adoptées rapidement.

C'est donc une réforme de confiance, de renforcement de la représentation nationale. Le Parlement ainsi rénové aura le pouvoir de mener, avec le Gouvernement, des échanges plus constructifs car l'esprit de dialogue et d'écoute nous est essentiel. Et c'est d'ailleurs cet esprit qui a présidé à tous vos débats et à tous vos travaux dans l'année qui vient de s'achever. Je remercie ici très vivement le Premier ministre, Edouard PHILIPPE, et son Gouvernement d'avoir inlassablement consulté, discuté, échangé pour mener les transformations nécessaires au pays.

J'entends bien sûr que l'engagement que j'avais pris devant les Français peut contrarier certains. L'idée de venir chaque année rendre compte devant la représentation nationale du mandat que les Français m'ont donné. Ce reproche est étrange qui consiste tout à la fois à respecter ses engagements et les termes de la Constitution. La révision de 2008 a permis ce Congrès sous la forme aujourd'hui décidée et j'entends qu'on fait les pires reproches, souvent par facilité, à cette procédure.

C'est pourquoi j'ai demandé au Gouvernement de déposer dès cette semaine un amendement au projet de loi constitutionnelle qui permettra que, lors du prochain Congrès, je puisse rester non seulement pour vous écouter, mais pour pouvoir vous répondre.

L'année écoulée, oui, aura été celle des engagements tenus. Ce que nous avons dit, nous l'avons fait, dans le dialogue en acceptant les désaccords, mais souvent aussi dans l'unité nationale. Qui l'aurait parié là aussi il y a un an ? Cette volonté d'action était au cœur de notre promesse, les Français en voient les premiers fruits à l'école, sur leur feuille de paie, sur le marché du travail, mais ce sont seulement les premiers fruits. Je suis parfaitement conscient du décalage entre l'ampleur des réformes engagées et le résultat ressenti. Il faut du temps et parfois un long temps pour que la transformation initiée s'imprime dans la réalité du pays et je suis conscient, pleinement conscient qu'il me revient, chaque fois que nécessaire, de rappeler le cap, de le rendre plus clair pour tous afin que se rejoignent et travaillent ensemble autant que possible et dans la clarté toutes les forces disponibles du pays.

C'est un effort jamais achevé, nécessaire, en particulier pour le président de la République, que de reprendre sans cesse, de reformuler sans cesse, tant le tohu-bohu de l'actualité toujours en mouvement, toujours en ébullition, fait courir le risque d'en troubler et d'en perdre le sens car notre action est un bloc ! Elle est une cohérence !

Il n'y a pas d'un côté une action intérieure et de l'autre une action extérieure, c'est la même action s'adressant aux Français ou s'adressant au monde, c'est le même message : nous protéger et porter nos valeurs. Il n'y a pas d'un côté une action économique et de l'autre une action sociale, c'est le même trait, la même finalité : être plus forts pour pouvoir être plus justes.

C'est au fond l'affirmation et la proposition du projet français pour le XXI^e siècle. Après tant de doutes, tant d'incertitudes, il s'agit que s'exprime le projet de la France. Le projet de la France pour les Français, femmes et hommes dans leur vie comme elle est, souvent difficile, dans le monde comme il est, que nous voulons changer chaque fois qu'il le faut. Le projet de la France pour notre Europe en danger et pour le monde dans lequel l'Histoire a donné à notre pays des responsabilités éminentes et désormais uniques puisque le Royaume-Uni qui siège avec nous au Conseil de sécurité des Nations unies a décidé de quitter l'Union européenne. Ce projet nous impose d'être forts.

C'est pourquoi nous savons qu'il nous faut redresser notre économie, libérer et soutenir nos forces de création.

Il nous faut la meilleure école, la meilleure université, la meilleure recherche.

C'est pourquoi il nous faut la meilleure armée, les meilleurs systèmes de défense possibles. Dans un monde dangereux, la sécurité et les valeurs de civilisation doivent pouvoir se défendre lorsqu'elles sont menacées.

Ce projet nous impose d'être solidaires. Un peuple qui se défait, qui se disloque se condamne lui-même à échouer. Ce projet nous impose d'être justes, justes au sein des nations, n'ayant pour nous ni pour notre Union européenne aucun projet de domination, mais un projet d'équilibre où seront promus nos valeurs et le respect des droits, des droits humains et du droit des nations. Cette voix française du progrès, c'est celle que nous voulons apporter. Face aux peurs du déclin économique, à la peur culturelle, civilisationnelle, nous devons répondre par un projet fort, économique, social, national et européen.

Mettons les choses dans l'ordre, ce projet ne peut être porté que si nous sommes forts et dotés d'une économie solide. C'est la réponse que nous devons apporter à la peur du déclin économique et social. Or, la clé d'une économie forte, c'est l'investissement. C'est pourquoi dès les premières semaines, nous avons revu la taxation des produits de l'épargne et réformé l'impôt sur la fortune, non pas, comme je l'entends parfois, pour favoriser les riches, mais pour favoriser les entreprises.

Une politique pour les entreprises, ce n'est pas une politique pour les riches, c'est une politique pour toute la nation, une politique pour l'emploi, une politique pour les services publics, une politique pour ceux qui restent en marge, faute de travail et faute de revenus. Et comment, d'un côté, dénoncer les faiblesses de notre modèle économique, le capital qui quitterait les frontières nationales, et de l'autre, créer les conditions de l'impossibilité d'investir en France ?

L'investissement est celui de la nation, celui de l'Etat avec un grand plan d'investissement de 50 milliards d'euros, mais doit aussi être celui de chaque citoyen. C'est pourquoi l'épargne des Français doit se mobiliser au service de l'économie. C'est ce cadre que vous avez construit lors des dernières lois budgétaires. Les Français doivent reconquérir leurs parts dans le capital des sociétés françaises. L'utilisation de leur épargne, mais aussi leur association plus étroite au capital des entreprises dont ils sont salariés sont la clé d'un capitalisme populaire retrouvé.

Cela passe ainsi par l'implication directe des salariés dans la réussite de l'entreprise à travers un nouvel élan de la participation et de l'intéressement préparé par le Gouvernement et qui vous sera soumis pour entrer en vigueur en 2019. Je n'aime ni les castes ni les rentes ni les privilèges et je crois qu'il existe des réussites qui ne se traduisent pas par l'enrichissement pécuniaire, mais la création de richesse, la prospérité d'une nation sont le socle de tout projet de justice et d'équité.

Si l'on veut partager le gâteau, la première condition est qu'il y ait un gâteau. Et ce sont les entreprises, rassemblant actionnaires, dirigeants et travailleurs, ce sont les producteurs qui font ce gâteau et personne d'autre. Il est mensonger de défendre les salariés si on ne défend pas les entreprises.

Il est impossible de distribuer quand on ne produit pas assez. L'argent qui s'investit, qui circule, qui crée de l'emploi n'est pas celui qu'on thésaurise jalousement. C'est pourquoi ceux qui risquent, qui osent, qui entreprennent doivent nous trouver à leurs côtés. La taxe à 75 % n'a pas créé d'emplois ni amélioré la condition de qui que ce soit en France sauf peut-être parmi les gestionnaires de fortune au Luxembourg, en Suisse ou aux Caïmans.

Libérer l'investissement en France par une fiscalité adaptée, compétitive, c'est ainsi faire revenir dans notre pays les investisseurs étrangers qui l'avaient quitté. L'Etat doit assumer ce choix.

L'Etat doit être pour les citoyens et les entreprises un interlocuteur de confiance qui garantit un ordre mais doit faciliter l'initiative. C'est pourquoi nous avons défini des règles nouvelles qui, en cas d'erreur, offrent des chances de rattrapage et simplifient le quotidien. Pour accompagner ces transformations économiques, libérer l'investissement, réduire la pression fiscale qui pèse sur notre économie, l'Etat doit lui aussi faire des choix car, soyons clairs, il ne saurait y avoir de baisse de la fiscalité ou de développement de l'investissement public sans un ralentissement de la hausse continue de nos dépenses et il ne saurait y avoir une meilleure maîtrise de celles-ci sans des choix forts et courageux.

C'est dans cet esprit que le Premier ministre présentera dans quelques semaines les nouvelles décisions permettant de tenir les engagements de baisse de nos dépenses publiques prises devant les Français. Cela s'accompagnera en particulier d'une réorganisation de l'Etat à travers plus de présence sur les territoires, plus de souplesse de gestion. D'ici la fin de l'année, le Premier ministre présentera l'ensemble de ses décisions pour la transformation indispensable de l'action publique.

Il s'agit là aussi sur ce point de nous confronter collectivement à nos propres contradictions : tout le monde souhaite la baisse des impôts ; parfois, d'aucuns les proposaient plus que celles qu'applique à l'heure actuelle le Gouvernement, mais nul ne veut jamais les assumer lorsqu'elles sont décidées. Mais surtout il faut enrayer un mode d'action publique qui a toujours procédé aux économies en réduisant sa présence sur les territoires. Ce que le Premier ministre présentera et qui sera mis en œuvre à partir de 2019 par son Gouvernement, c'est précisément de repenser sur tous les territoires la présence de l'Etat et de ses services, de réouvrir de l'emprise et de contrarier ce faisant plusieurs décennies que toutes majorités ont mises en œuvre pour la réduction des déficits publics.

En cette première année, beaucoup d'instruments ont été mis en place pour soutenir l'investissement et l'innovation à travers toute l'économie. Je pense, bien sûr, aux réformes fiscales que je viens d'évoquer, aux réformes du marché du travail qui encouragent la prise de risque en permettant de s'adapter quand un marché disparaît ou se transforme. Nous devons à présent libérer les freins de la croissance des entreprises. La loi Pacte doit faciliter la création d'entreprises, encourager l'entrepreneuriat et autoriser l'échec pour mieux réussir. Elle doit aussi permettre de faire grandir les entreprises en rendant notre réglementation moins contraignante et nos financements plus abondants. Il importe de poursuivre ce travail de simplification, d'ouverture de notre économie, favorisant l'initiative économique et la création d'emploi.

La France doit aussi renouer avec une politique de filières ambitieuse et choisir des secteurs clés où elle concentrera les efforts publics et privés et ainsi créer les conditions qui feront de notre pays la terre privilégiée de l'économie de demain. C'est ce cap que nous avons commencé à fixer pour le numérique et l'intelligence artificielle, l'agriculture et l'agroalimentaire et l'industrie. Contre ceux qui pensaient qu'il fallait choisir entre emploi et innovation, nous avons décidé de ne pas manquer les prochaines révolutions technologiques. C'est pour cela que j'ai présenté en février une stratégie nationale, européenne pour le déploiement de l'intelligence artificielle. Cette stratégie s'articule autour de la croissance, des créations d'emplois, de l'identification de nouveaux métiers, mais aussi autour des principes éthiques auxquels nous sommes attachés et que ces développements pourraient fragiliser.

Contre ceux qui pensaient que certaines filières sont condamnées au déclin, nous avons réarmé notre industrie. Grâce aux réformes de cette première année, pour la première fois depuis longtemps en France, des grands groupes étrangers ont décidé de développer dans notre pays des capacités de production, notamment dans l'énergie et l'aéronautique. Il nous faut poursuivre ce travail microéconomique de terrain et poursuivre aussi le travail afin que ce développement industriel puisse se déployer dans un cadre européen loyal. C'est pourquoi la France, avec nombre de ses partenaires, soutiendra la proposition de la Commission européenne d'apporter une taxe sur le chiffre d'affaires sur les géants du numérique qui, aujourd'hui, ne paient pas d'impôts dans nos pays.

Contre ceux qui condamnaient l'agriculture française à la fuite en avant mortifère d'une concurrence dévorante avec les grands pays de production intensive, nous avons engagé un vaste mouvement vers les savoir-faire français, l'excellence, les productions dans leur grande variété, en particulier les plus respectueuses de l'environnement. Vous allez ainsi rebâtir une souveraineté alimentaire de qualité pour la santé et le bien-être de nos concitoyens, mais aussi pour permettre à nos paysans de vivre dignement de leur travail.

Cette politique de filières, que nous allons structurer et amplifier dans l'année qui vient, doit permettre de retisser les réseaux économiques, les solidarités entre entreprises, qui dessinent la géographie de notre pays et que nous avons trop longtemps abandonnés au hasard et au fatalisme. Je crois à ce volontarisme qui n'est pas un dirigisme mais qui consiste à rappeler aussi à nos entreprises qu'elles viennent de quelque part, qu'elles sont parties de quelque part et que nos territoires sont aussi leur avenir.

Contre ceux enfin qui pensaient qu'il fallait choisir entre croissance et transition environnementale et climatique, nous avons décidé d'équiper nos entreprises, notre économie pour ce grand défi du siècle. C'est pour cela que vous avez voté la loi mettant fin à la recherche et à l'exploitation d'hydrocarbures en France, qui a fait de notre pays un exemple pour le monde. C'est pour cela que nous avons pris acte des préoccupations en matière de santé de nos concitoyens pour adapter notre modèle productif et le rendre exemplaire en Europe et en France. Je pense, en particulier à l'arrêt progressif de l'utilisation du glyphosate.

C'est pour cette même raison que dans les semaines qui viennent, le Gouvernement aura à présenter une stratégie ambitieuse pour réduire la pollution de l'air, adapter nos mobilités comme la production d'énergie à nos exigences contemporaines. Ce sont là non seulement des engagements, mais également des opportunités économiques, des filières qui se développeront, des industries qui se structurent – je pense en particulier à celle de l'économie circulaire ou de l'hydrogène – et donc des choix que notre économie et notre société doivent dès à présent prendre et que nous devons accompagner.

Je l'affirme devant vous, représentants de la nation, la force de notre économie, quand nous l'aurons pleinement retrouvée, c'est le socle même de notre projet de société, du projet de justice qui est au cœur du projet que je veux porter au nom de la France.

Ce n'est pas un projet pour la réussite matérielle de quelques-uns auquel je crois, c'est un projet pour l'amélioration de la vie de tous car ce n'est pas le petit nombre qui m'importe, mais la communauté de nos concitoyens, de la base au sommet de l'échelle sociale.

Toutes les sociétés qui ont propagé l'idée que la prospérité devait nécessairement se traduire par des inégalités croissantes le paieront, je le crois, au prix fort. Certaines ont déjà commencé à le payer lorsque les classes populaires et les classes moyennes se sont réveillées pour rappeler à leurs dirigeants que le compte n'y était pas.

Mais ne nous y trompons pas, nous aussi, nous avons des inégalités croissantes. Il y a une voie française vers l'inégalité. Elle progresse depuis plus de 30 ans. Il ne s'agit pas, comme chez nombre de nos voisins, d'une inégalité de revenus, même si elle existe. Non, ce qui s'est installé avant tout en France, ce sont les

inégalités de destin : selon l'endroit où vous êtes né, la famille dans laquelle vous avez grandi, l'école que vous avez fréquentée, votre sort est le plus souvent scellé. Et ces inégalités de destin durant les 30 dernières années ont progressé dans notre pays, qu'on veuille le voir ou non.

Et pour moi, c'est cela qui m'obsède, le modèle français de notre siècle. Le réel modèle social de notre pays doit choisir de s'attaquer aux racines profondes des inégalités de destin, celles qui sont décidées avant même notre naissance, qui favorisent insidieusement les uns et défavorisent inexorablement les autres sans que cela se voie, sans que cela s'avoue. Le modèle français que je veux défendre exige que ce ne soient plus la naissance, la chance ou les réseaux qui commandent la situation sociale, mais les talents, l'effort, le mérite.

Oui, à mes yeux, le cœur même d'une politique sociale, celle que nous devons porter n'est pas d'aider les gens à vivre mieux la condition dans laquelle ils sont nés et destinés à rester, mais d'en sortir.

Le pilier premier de la politique sociale à laquelle je crois est une politique de l'émancipation de chacun qui libère du déterminisme social, qui s'affranchit des statuts.

C'est pourquoi depuis un an, nous avons tant fait pour l'éducation. C'est le combat de notre siècle parce qu'il est au cœur de nos transformations économiques, de la société postindustrielle dans laquelle nous vivons. Elle est faite de changements, de ruptures, de mutations qui nous obligent à mieux former au début de la vie, mais aussi tout au long de la vie. Depuis la naissance de la République, depuis CONDORCET, l'école est la condition même d'une vie de citoyen libre et autonome. Mais alors que nous avons besoin d'elle peut-être plus que jamais, nous avons ces dernières décennies brisé la dignité de la transmission, abîmé le prestige des professeurs, discrédité l'utilité du diplôme, aggravant en cela la pire des inégalités, celle dont nul n'est responsable, l'inégalité de naissance, l'inégalité de condition sociale.

C'est des décisions radicales en la matière ont été prises : l'école maternelle obligatoire à 3 ans fait partie de ces mesures dont nous devons être fiers.

Car les enfants déscolarisés à cet âge ne rattrapent plus leur retard de socialisation et d'apprentissage. Or, ce sont les enfants des milieux modestes qui étaient le moins scolarisés ou qui ne l'étaient pas. Cela entrera en vigueur dès la rentrée 2019. Le dédoublement des classes de CP et CE 1 en zone d'éducation prioritaire dites REP et REP+ est une mesure de justice sociale plus efficace que tous les dispositifs de redistribution, parce qu'on y distribue de manière différenciée le savoir fondamental, celui de lire, d'écrire, de compter, de se comporter.

La réforme de l'orientation assure des choix plus judicieux et des trajectoires plus adéquates au talent de chacune et chacun. Cependant que la réforme du baccalauréat sur trois ans recentre les compétences sur l'essentiel, si souvent perdu de vue dans les brumes d'ambition pédagogique peu substantielle, la mise en place de Parcoursup donne aux jeunes gens la faculté de décider plus lucidement de leur formation initiale.

En faisant, à travers ces décisions fortes, une transformation radicale de notre système éducatif, vous avez permis de former des femmes et des hommes plus sûrs de leurs compétences, mieux éduqués et ainsi de former des citoyens plus assurés de leur place dans la société et dans la nation française. C'est ainsi que nous renouons avec cet idéal français des Lumières qui place cette citoyenneté émancipée au-dessus des conditions sociales, des origines, comme du genre.

L'émancipation passe aussi par le mérite et par le travail. Il y a un an, les entreprises n'avaient pas les moyens d'embaucher ; désormais, elles les ont mais elles peinent à recruter. Il serait absurde que nous passions d'une situation où un chômeur pouvait occuper un emploi mais où l'entreprise ne pouvait lui offrir à une situation où une entreprise le pourrait mais il ne pourrait plus l'occuper. Toutes nos politiques d'insertion dans l'emploi doivent être revues à cette lumière. C'est pourquoi vous serez appelés à voter bientôt définitivement une réforme profonde de la formation professionnelle et de l'apprentissage et il appartiendra aux partenaires sociaux et aux entreprises de se saisir des outils nouveaux que nous leur confions. L'apprentissage et l'alternance seront cet accélérateur de mobilité sociale dont nous avons besoin.

Nous mettons ainsi au cœur du système le jeune et son maître d'apprentissage et nous reconstruisons tout autour d'eux avec un seul objectif, en finir avec les ravages du chômage de la jeunesse. Nous baissions le coût de l'apprenti pour l'employeur, rendons ces filières plus attractives pour les jeunes, simplifions les règles pour les rendre plus adaptées à la réalité du travail. D'autres pays ont emprunté cette voie et ont réussi. Aussi je demanderai à tous un effort collectif : aux entreprises pour prendre des apprentis, aux enseignants pour en faire la promotion, aux familles pour soutenir leurs enfants dans cette voie professionnelle épanouissante. Tous, nous devons faire de cette réforme un formidable défi collectif de la nation dans les années qui viennent. Dès cette année, les filières professionnelles et technologiques sont d'ailleurs nettement plus prisées par nos jeunes bacheliers. C'est aussi pour cela que nous avons lancé à destination notamment des chômeurs de longue durée et des jeunes décrocheurs un plan d'investissement dans les compétences d'une ampleur inédite : 15 milliards d'euros sur cinq ans pour former 1 million de jeunes et 1 million de demandeurs d'emploi de longue durée.

L'émancipation par le travail suppose en effet cet investissement dans les compétences. Encore faut-il savoir de quel emploi nous parlons. Là aussi, les inégalités sont profondes. A côté de ceux qui bénéficient

de contrats stables, une part croissante de nos concitoyens, souvent moins qualifiés, plus fragiles, est de plus en plus condamnée à enchaîner des emplois toujours plus précaires, de toujours plus courte durée. Comment peut-on se loger, élever une famille quand on enchaîne perpétuellement des contrats de quelques jours ? Les règles de l'Assurance Chômage ont pu involontairement encourager le développement de ce qu'on appelle la permittence et de la précarité.

Or, je crois qu'il y a là aussi une voie française, celle qui permet de conjuguer en même temps le progrès économique et le progrès social. C'est pourquoi je souhaite que les partenaires sociaux révisent les règles de l'Assurance Chômage afin que, dans cette période de reprise économique, nous puissions non seulement nous assurer qu'elles récompensent bien davantage la reprise d'activité, mais aussi qu'elles incitent à la création d'emplois de qualité.

Le projet de loi avenir professionnel sera modifié en ce sens dans les prochains jours et ces règles seront négociées dans les prochains mois par les partenaires sociaux afin qu'une telle réforme puisse entrer en vigueur au printemps 2019.

Ce sont ces transformations et, plus largement, l'agenda des réformes attendues que je souhaite pouvoir partager avec les partenaires sociaux que je recevrai le 17 juillet prochain.

Le Premier ministre structurera ces discussions dès la rentrée mais je veux, dans cette deuxième année qui s'ouvre, redonner corps à une République contractuelle à laquelle je crois, celle qui permettra de jeter les bases d'un nouveau contrat social, celui du siècle qui s'ouvre, par une discussion avec l'ensemble des partenaires sociaux, mais aussi des élus. C'est à son élaboration comme aux détails de sa mise en œuvre que je veux les inviter dès le 17 juillet prochain pour discuter des transformations de l'Assurance Chômage, comme je viens de le dire, mais également de la santé au travail et de tous les sujets indispensables à ces transformations, de le faire dans l'esprit constructif avec lequel nous avons su mener ces derniers mois le dialogue sur l'égalité femmes-hommes entre le Gouvernement et l'ensemble des partenaires sociaux.

Nous voulons renouer avec une croissance durable, mais aussi promouvoir une croissance partagée. C'est pourquoi je recevrai les 100 premières entreprises françaises durant ce mois afin de solliciter leur engagement dans les défis qui nous attendent. J'attends d'elles qu'elles s'engagent en termes d'apprentissage, d'emploi dans les quartiers difficiles ou les zones économiques en souffrance car il n'y aura pas de dynamisme économique sans mobilisation sociale de toutes les parties prenantes.

Je ne leur demanderai pas de les engager par la loi mais par un engagement actif, immédiat des engagements de création d'emplois, d'embauche d'apprentis, visibles, par des engagements sur nos territoires. Et je souhaite ainsi dans les prochains mois poursuivre cette nouvelle phase, celle d'une mobilisation pour nos territoires avec l'ensemble des élus concernés, les principales entreprises et les investisseurs. Car nous avons besoin d'un nouvel aménagement économique et d'un aménagement de projet et vous le savez bien, vous qui êtes ici présents.

Je ne reviens pas ce jour sur les réformes territoriales, le Premier ministre y reviendra dès demain et la conférence des territoires aura à se réunir dans les prochains jours mais la politique territoriale à laquelle je crois, n'est pas celle d'intérêts particuliers ou de catégories où il faudrait jouer telle collectivité contre l'Etat, non !

La politique territoriale à laquelle je crois, c'est celle qui est au service de nos concitoyens, celle qui vous évitera de perdre des mois comme nous l'avons constamment fait ces dernières décennies à délibérer des compétences qu'il faudrait transférer à l'un ou plutôt à l'autre pour le changer le mandat suivant, non ! La réforme constitutionnelle qui vous est soumise, ce sera celle d'une décentralisation de projets par la différenciation et l'aménagement auquel je crois, c'est celui de l'installation de nouveaux projets, d'un rééquilibrage des territoires, par l'installation d'activités économiques, accompagnées, aménagées avec l'ensemble des élus locaux par le gouvernement et celle d'un accompagnement des services de l'Etat dans le cadre de ce projet.

Là aussi, là aussi, nous avons le droit de proposer à nos concitoyens, mieux que le bégaiement des querelles que nous ne connaissons que trop, que trop !

Mais le progrès social, s'il passe par cette émancipation, cette capacité que chacun doit avoir dans la société par l'école, le mérite et le travail de se hisser, le progrès social passe aussi par un élan collectif pour assurer la dignité de chacun, c'est cela la solidarité nationale.

C'était l'intuition fondamentale qui a présidé au sortir de la Seconde Guerre mondiale à la création de notre Sécurité sociale ; 70 ans plus tard, nous pouvons en être fiers, mais nous devons aussi lucidement regarder en face nos échecs, nos insuffisances ou ce qu'il faut améliorer.

Elle devait être universelle et nous voyons partout des pans entiers de notre population trop peu ou trop mal couverts qui renoncent aux soins ou qui n'y ont pas accès.

Elle devait répondre aux angoisses les plus profondes de l'existence et nous sommes aujourd'hui laissés seuls ou presque face à des risques majeurs comme celui de la perte d'autonomie, des retraites incertaines.

Elle devait susciter la confiance et nous voyons au contraire complaisamment agitée par ceux qui n'ont que le mot « assistanat » à la bouche, la défiance la ronger.

La priorité de l'année qui vient est simple : nous devons construire l'État Providence du XXe siècle. Un État providence émancipateur, universel, efficace responsabilisant, c'est-à-dire couvrant davantage, protégeant mieux, s'appuyant aussi sur les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous.

Universel d'abord. L'État Providence du XXe siècle était conçu pour une société de plein emploi. La détention d'un travail et d'un travail continu, permanent, pérenne était ainsi devenue le sésame de l'accès à la solidarité nationale. Dans une société frappée par le chômage de masse, par l'intermittence des parcours professionnels, ce sésame a perdu de sa valeur et est devenu une redoutable barrière. C'est pourquoi notre solidarité est devenue dans son fonctionnement statutaire, elle s'est attachée aux carrières, aux secteurs d'activité et ne correspond plus aux règles d'une économie de l'innovation et de la compétence.

Nous devons donc protéger nos concitoyens non selon leur statut ou leur secteur d'activité, mais de manière plus juste, plus universelle. Dès cette année, nous avons étendu l'Assurance Chômage aux travailleurs indépendants et aux démissionnaires selon les règles préalablement négociées par les partenaires sociaux. Dès 2019, nous refondons notre régime de retraite pour protéger mieux ceux dont les carrières précisément sont hachées, instables, atypiques, bien souvent les carrières des femmes d'ailleurs.

Faire croire à cet égard que nous voudrions supprimer les pensions de réversion est une rumeur malsaine visant à faire peur.

Je le dis clairement, rien ne changera pour les retraités d'aujourd'hui, rien et pour une raison simple c'est là que pour la première fois, rien...[huées et applaudissements] c'est que pour la première fois, ce qui a été choisi n'a pas été de faire une économie sur les retraités d'aujourd'hui ou ceux qui s'apprentent à partir à la retraite mais de refonder un système de retraite juste, unique, transparent, un système qui viendra progressivement remplacer la quarantaine de régimes existants !

Car aujourd'hui qui ne croit plus au système de retraite ? Les jeunes parce qu'ils ne pensent pas que ce système permettra de financer la leur et parce que quand j'entends les voix qui s'élèvent tout le monde semble oublier que notre système de retraite auquel je tiens profondément et qui sera au cœur de cette réforme est un système par redistribution, c'est-à-dire un système reposant sur la solidarité entre générations. La retraite n'est pas un droit pour lequel on a cotisé toute sa vie ; la retraite est que les actifs payent pour les retraités.

La refonte de ce système unique, transparent, juste, c'est celle que vous aurez à discuter, à travailler et voter au cours de l'année prochaine.

Efficace ensuite, c'est tout particulièrement le cas en matière de santé où les premières réformes engagées sur le reste à charge 0 ou la prévention seront complétées par la présentation à l'automne d'une transformation en profondeur de notre organisation de soins sur le territoire national afin de répondre aux nouveaux risques, aux nouvelles pathologies, aux transformations de notre santé dans une société qui vieillit et où les maladies chroniques sont beaucoup plus nombreuses.

Plus civique et responsabilisant enfin. La solidarité nationale est de plus en plus financée par l'impôt, ce que vous avez voté en matière d'Assurance Chômage a ainsi supprimé toute cotisation salariale remplacée par la CSG mais il faut bien expliquer l'ensemble de cette réforme, ne pas voir que la CSG qui augmente d'un côté, en oubliant que ce sont toutes les cotisations sociales salariales qui ont baissé de l'autre.

Cette réforme a permis d'améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs tout en préservant la compétitivité et en garantissant le maintien des droits mais ceci conduit aussi à transformer la philosophie même de notre solidarité nationale et en quelque sorte d'en retrouver le sel. Cette solidarité est de moins en moins une assurance individuelle, assortie d'un droit de tirage, financée par l'ensemble des contribuables ; elle implique des droits et des devoirs, car chacun est alors comptable de tous et tous de chacun. Par la réforme que vous avez votée, l'Assurance Chômage aujourd'hui n'est plus du tout financée par les cotisations des salariés. Elle est financée par les cotisations des employeurs et par la CSG. Cette transformation, il faut en tirer toutes les conséquences, il n'y a plus un droit au chômage, au sens où l'entendait classiquement, il y a l'accès à un droit qu'offre la société mais sur lequel on ne s'est pas garanti à titre individuel, puisque tous les contribuables l'ont payé.

Et c'est là que se joue la véritable transformation mais aussi la véritable dignité, tout le monde doit être protégé, mais chacun a sa part de responsabilité dans la société.

C'est en contribuant à sa mesure, selon ses possibilités que l'on devient citoyen ; c'est pourquoi nous allons transformer notre système de solidarité pour le rendre tout à la fois plus universel et plus responsabilisant, c'est-à-dire n'accompagner toute personne qui le peut vers une activité professionnelle, même à temps partiel et exiger de chacun qu'il prenne sa part dans la société à sa mesure. C'est ce système de droits et de devoirs qui est au cœur du pacte républicain et non la stigmatisation odieuse qui voudrait voir de l'assistanat chez certains.

C'est cette philosophie qui sera mise en œuvre dans la réforme de l'Assurance Chômage, comme dans celle des minima sociaux.

La solidarité nationale se traduit enfin dans l'aide que nous devons de manière inconditionnelle aux plus fragiles. Ce sont d'abord les enfants. Quelle gloire peut-on tirer de politiques sociales qui ont condamné à la pauvreté un enfant sur cinq dans notre pays ?!

Nous investirons pour sortir les enfants de la pauvreté et de ses conséquences dramatiques. Nous déploierons en particulier une action à l'endroit des enfants en danger ou maltraités si nombreux dans notre pays. Ces initiatives interviendront dès l'automne.

Ce sont aussi nos concitoyens vivant en situation de handicap. Pour ces derniers, vous avez décidé de l'augmentation de l'allocation adulte handicapé de 100 euros. La politique commencée de réinsertion dans l'école, dans le travail sera poursuivie avec des choix budgétaires clairs et un accompagnement renforcé mais c'est aussi une politique de retour vers la citoyenneté pleine et entière que nous assumerons et celle également pour ces personnes, y compris celles sous tutelle d'un retour au droit de vote.

Ce sont, ensuite, nos concitoyens qui vivent en situation de pauvreté. La stratégie de lutte contre la pauvreté sera présentée en septembre et mise en œuvre en 2019, construite avec l'ensemble des acteurs, elle ne se contentera pas de proposer une politique de redistribution classique mais une politique d'investissement et d'accompagnement social, non pas de nouvelles aides en solde de tout compte mais un accompagnement réel vers l'activité, le travail, l'effectivité des droits fondamentaux, la santé, le logement, l'éducation. Je veux que cette action engage toutes les forces vives de la société et au premier chef, celles et ceux qui vivent dans la pauvreté. Je ne veux pas d'une stratégie qui s'imposerait d'en haut dans la torpeur de l'été pour régler un sujet ou cocher une case mais enfin sortir de l'état de minorité civique. Nos concitoyens qui vivent en situation de pauvreté et veulent être les acteurs de leur propre vie et de ce changement.

Je veux d'une stratégie de lutte contre la pauvreté qui ne permette pas à nos concitoyens pauvres de vivre mieux, mais bien de sortir de la pauvreté, une bonne fois pour toutes !

Ce sont enfin les plus âgés vivant en situation de dépendance ; là, se niche l'angoisse des personnes âgées et celle de leur famille, nous l'avons laissée s'installer et nous avons permis que les familles trouvent par elles-mêmes les réponses en dehors de tout cadre officiel faisant de la dépendance une détresse inouïe, détresse de celles qui vivent cette situation durant les derniers mois de leur vie, détresse de leurs familles qui vivent dans l'angoisse, souvent celle de ne pas leur offrir la vie qu'elles leur devaient, détresse des personnels soignants qui sont face là aussi à une transformation de ce qu'est la dépendance. On rentre de plus en plus tard et dans des situations de plus en plus difficiles et nous laissons des personnels remarquables mais avec des équipements, un taux d'encadrement qui ne permet pas de faire face à une dépendance de plus en plus médicalisée et à une transformation de ce grand âge.

Ce que nous avons vu ces dernières années émerger, c'est un nouveau risque social auquel nous serons toutes et tous confrontés et une part de l'angoisse que j'entends de nos concitoyens les plus âgés n'est pas simplement l'angoisse pour eux-mêmes et leur retraite, c'est l'angoisse pour ce qu'ils vont devenir ou ceux dont ils ont souvent la charge. Il nous faut donc construire pleinement le financement et l'organisation de ce nouveau risque social, nous ne pouvons plus longtemps l'ignorer, faire semblant.

Nous devons donc venir au secours des familles, organiser les choses différemment, répondre aussi aux besoins des personnels des EHPAD qui font ce travail admirable que je décrivais, c'est pourquoi l'année 2019 sera consacrée à ce travail et je souhaite qu'une loi soit votée durant cette année qui permette d'y répondre.

Il est cependant certain que répondre aux peurs contemporaines n'impose pas seulement une action économique et une action sociale. Nous vivons dans un pays qui ressent sourdement la peur d'un effacement culturel, d'un déclin lent de ses propres repères, des repères historiques qui ont forgé notre nation. Le terrorisme, le fracas du monde, l'immigration, nos échecs en matière d'intégration, les tensions de notre société depuis plusieurs décennies s'entrechoquent bien souvent dans la confusion et font germer une peur culturelle, civilisationnelle, le sentiment sourd que ce monde qui advient imposerait de renoncer à celui d'où nous venons avec ses fondamentaux et ses valeurs. C'est pourquoi il nous faut restaurer l'ordre et le respect républicain, c'est-à-dire restaurer cette idée que la démocratie n'est pas un espace neutre, ouvert à tous les relativismes mais d'abord la reconnaissance partagée des droits et des devoirs qui fondent la République même.

De cet ordre républicain, la sécurité est le premier pilier, car l'insécurité frappe avant tout les plus modestes, les quartiers les plus populaires, les classes populaires et moyennes qui n'ont pas forcément choisi là où elles habitent et en subissent toutes les conséquences. La police de sécurité du quotidien reconstitue cette proximité de la population et de la police qui donne un visage à l'autorité et qui conjure le sentiment d'abandon ou d'oubli de populations livrées à des lois qui ne sont plus celles de la République. Ainsi avez-vous commencé à donner de nouveaux moyens à nos forces de l'ordre et je vous en remercie.

La réforme de la procédure pénale permettra d'aller plus loin et d'alléger les charges inutiles pour nos policiers et nos gendarmes comme pour nos magistrats. Vous aurez ce texte important à discuter et à voter afin qu'il puisse entrer en vigueur au premier trimestre 2019. Nous redéfinirons ainsi aussi le sens de la peine, car ce que nous voulons, c'est une autorité de la République qui fasse respecter les règles avec discernement et équité afin que la prison en particulier retrouve toute sa signification en termes de punition mais aussi en termes de réinsertion.

Pendant ces derniers mois, nous avons aussi mis fin aux occupations illégales du domaine public auquel nous nous étions trop habitués depuis des années à Notre-Dame-des-Landes comme à Bure qui laissaient les habitants dans le désarroi.

La sécurité recouvre également la lutte contre le terrorisme. Sur ce point, nous avons poursuivi les transformations indispensables, réarmé notre organisation à tous les niveaux en particulier grâce à la loi sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme qui a permis de sortir de l'état d'urgence et d'instituer dans notre droit les instruments indispensables pour lutter contre le terrorisme contemporain.

Nous avons eu à Marseille, à Trèbes, à Paris à subir de nouvelles attaques d'un terrorisme islamiste dont les formes ont changé, qui ne s'appuie plus sur des organisations internationales fortement structurées mais se love dans nos sociétés elles-mêmes, utilise tous les moyens contemporains. De nouvelles décisions seront prises et le travail doit se poursuivre sans fébrilité mais sans relâche, c'est celui d'une génération. Sur ces sujets, le temps est à l'action déterminée et je veux ici rendre hommage à l'ensemble de nos soldats qui combattent au Levant et en Afrique, l'ennemi djihadiste, rendre hommage comme à nos forces de sécurité intérieure qui avec courage et calme assurent la protection de nos concitoyens.

Au-delà de la sécurité, l'ordre républicain est fondé sur un système de droits et de devoirs dont chaque citoyen est le dépositaire et que nous devons réactiver.

Les droits et les devoirs, c'est bien entendu à l'école que nous les enseignons de façon plus systématique. C'est pour cela que nous poursuivons la formation et l'accompagnement des maîtres, en particulier sur la laïcité mais nous le ferons aussi par le service national universel qui sera précisé d'ici la fin de l'année, à l'issue d'une nécessaire consultation. Depuis quand n'avait-on pas ainsi sondé la jeunesse sur ses aspirations ? Je crois profondément dans ce service universel car c'est en connaissant mieux son compatriote que jamais peut-être on aurait croisé autrement qu'on se met en mesure de le comprendre mieux, de le respecter et de sentir ce lien invisible qui fait la communauté de destin d'une nation. C'est aussi le moyen de comprendre ce qu'est l'engagement, le cœur de notre République et je sais que notre jeunesse saura s'en saisir.

La société républicaine que nous voulons est une société du respect et une société de la considération. Nous l'avons constaté pendant la campagne présidentielle : une forme d'irrespect, voire de violence, s'était banalisée à l'égard d'une catégorie de Français, les femmes. Qui aurait cru qu'en ce début de XXIe siècle, l'Etat devrait encore se battre pour que cesse le harcèlement du quotidien, l'inégalité des salaires, la violence physique et morale dont les femmes sont victimes ?

Ce combat, souvenez-vous, a d'abord surpris ; à certains, il avait même peut paraître dérisoire, lorsque dès avant mon élection, je m'étais engagé en faire la grande cause du quinquennat, une loi importante en ce domaine sera ainsi votée prochainement et la mobilisation en matière de droits comme d'égalité salariale se poursuivra dans les mois et les années qui viennent.

Nous avons, ce faisant, précédé un mouvement mondial. La France lorsque ce mouvement a surgi chez nous était prête et consciente. De cela, nous devons être fiers, nous n'avons pas suivi le mouvement. Nous l'avons anticipé parce que le respect et la considération ne se négocient pas dans une société républicaine et lorsqu'ils reculent, c'est toute la société qui recule.

C'est du reste ce qui s'est aussi produit sur des territoires entiers, enfermés dans le mépris et la condescendance. Notre politique pour les quartiers s'est ainsi fondée sur le retour de la considération et cette conviction que naître et vivre dans un quartier ne saurait être un stigmate. Les emplois francs, la généralisation des stages en entreprise, le retour des services publics, des programmes de rénovation urbaine accélérée, des réponses pragmatiques bâties avec les citoyens, une école adaptée permettront de sceller dans des territoires oubliés le retour d'une considération nationale qui trop souvent s'est confondue avec l'indifférenciation de plans d'urgence.

L'ordre républicain, c'est aussi cette nécessité de ramener dans le giron de la République des pans de la société qui s'en sont éloignés, la République n'a aucune raison d'être en difficulté avec l'islam, pas davantage qu'avec aucune autre religion. La laïcité du reste commande qu'elle n'ait pas à en connaître et veut simplement que soit garantie à chacun la liberté de croire ou de ne pas croire.

Mais il y a une lecture radicale, agressive de l'islam qui se fixe pour but de mettre en cause nos règles et nos lois de pays libres, de sociétés libres dont les principes n'obéissent pas à des mots d'ordre religieux. Il faut que tout le monde sache qu'en France, la liberté individuelle, la liberté de pensée, la liberté de critiquer, l'égalité des femmes et des hommes, le respect des choix individuels, tant qu'ils n'attentent pas aux droits des citoyens sont des principes intangibles.

Il que tout le monde sache que nulle mise en cause de ces principes ne peut être acceptée sur le fondement d'un dogme religieux.

La laïcité, c'est le respect réciproque, respect de la société et de l'Etat à l'égard des croyants, respect des croyants à l'égard de la société et des principes d'un Etat qui appartient à tous.

Et je sais que l'immense majorité de nos concitoyens musulmans le savent, le partagent, l'approuvent et sont prêts à participer à cette affirmation de notre République. C'est pourquoi dès l'automne, nous clarifierons cette situation en donnant à l'islam un cadre et des règles garantissant qui s'exerceront partout de manière conforme aux lois de la République.

Nous le ferons avec les Français dont c'est la confession et avec leurs représentants, l'ordre public, la civilité ordinaire. L'indépendance des esprits et des individus à l'égard de la religion ne sont pas de vaines paroles en France et cela impose un cadre rénové, une concorde retrouvée.

Cette démarche avait été différée au nom de cette idée que tout se vaut et qu'au fond, notre pays n'est qu'un assemblage chaotique de traditions et de cultures. Sur ce terrain, n'ont grandi que l'insécurité morale et l'extrémisme politique. Il est temps pour la République de se ressaisir de la question culturelle et considérer de nouveau comme de son devoir de faire émerger non une culture officielle, mais une culture partagée. Si l'école est le creuset de cette culture commune, la société en est la caisse de résonance et nous devons œuvrer ensemble à rendre la France cette voix, ce timbre, ce regard qui toujours a fait sa singularité, qui sont la confluence de mille rivières mais qu'on reconnaît au premier coup d'œil.

C'est pourquoi nous faisons tant d'efforts pour le patrimoine. C'est pourquoi nous nous battons pour la langue française partout à travers le monde. C'est pourquoi nous voulons une politique culturelle qui ose dire qu'il est des expressions plus belles, plus profondes, plus riches que d'autres et que notre devoir est de donner le meilleur à tous nos compatriotes. C'est cette politique de l'accès à la culture par l'école et tout au long de la vie et sur l'ensemble de nos territoires. C'est pourquoi enfin nous devons prendre soin de nos auteurs, faire qu'ils soient rémunérés de manière adaptée et défendre leur situation en Europe où des victoires ont été emportées mais où le combat continue. Nous ne voulons pas une culture officielle mais une culture française plurielle et vivante qui puisse continuer à s'épanouir et à rayonner. Nous voulons continuer à produire un imaginaire français.

Cet ordre républicain enfin se construit dans la cohésion nationale et donc dans le rapport à l'autre, l'étranger. La peur que nous devons entendre, c'est bien celle-là et je sais combien ces débats vous ont vous-mêmes préoccupés et je pense que ce sujet ne peut être réglé ni dans l'émotion qui crée la confusion ni dans la fermeture et le repli nationaliste qui ne permettent de régler durablement aucun problème. Nous devons, sur ce sujet encore, nous montrer fidèles à notre Constitution qui protège de manière inconditionnelle ceux qui demandent l'asile, mais impose des règles précises à ceux qui, pour des raisons économiques, quittent leur pays pour rejoindre le nôtre.

L'ordre républicain exige le respect des frontières, des règles pour rejoindre ce qu'est la nation. C'est le principe même de la souveraineté et un devoir d'humanité que notre Constitution prévoit. C'est en respectant cette grammaire que nous devons faire face à nos défis contemporains. Il n'y a aucune solution de court terme, facile, ni celle de l'émotion ni celle de la colère.

Il n'y a qu'une voie exigeante, celle de la République et de la coopération en Europe. Elle passe par une politique que nous devons repenser à laquelle nous devons redonner de l'ambition, un partenariat refonder avec l'Afrique.

Cette jeunesse, aujourd'hui, qui quitte l'Afrique pour prendre tous les risques et qui n'a pas droit dans une large majorité à l'asile, c'est la jeunesse du désespoir, c'est la jeunesse à qui on n'a plus donné de projet, qui vient du golfe de Guinée ou d'une bonne partie du Sahel. La France et, avec elle, l'Europe doivent rebâtir les termes d'un partenariat car cette Histoire contemporaine ne nous rappelle qu'une chose : nous ne sommes pas une île et nous avons destin lié.

La deuxième de nos réponses passera par un renforcement de nos frontières communes en Europe, un investissement assumé que la France porte, voulu, cohérent et par une politique de responsabilité et de solidarité au sein de l'Europe. Toute politique nationaliste de court terme ne réglera en rien la situation migratoire, elle la créera chez l'autre, elle sèmera la division.

Toute politique qui voudrait mélanger toutes les situations et ne pas voir qu'il existe aujourd'hui des situations différentes selon qu'on vient d'un pays en guerre ou selon qu'on n'en vient pas oubliée aussi cette cohésion nationale indispensable que nous devons préserver. Mais jamais la France n'acceptera les solutions de facilité que d'aucuns aujourd'hui proposent et qui consisteraient à organiser des déportations à travers l'Europe pour aller mettre dans je ne sais quel camp à ses frontières, en son sein ou ailleurs les étrangers qu'on ne voudrait pas.

Cet ordre républicain auquel nous croyons est le fondement d'une nation d'hommes et de femmes libres. Il repose sur cette tension éthique permanente, celle même de la République qui impose de ne céder à aucune facilité contemporaine. C'est cela aussi une puissance du XXI^e siècle et c'est la vocation de la France d'enraciner sa force dans cette liberté civique quand trop d'observateurs voudraient nous faire

croire qu'il n'est de puissance que par la sujétion des individus, par le recul des libertés, par l'affaiblissement des droits.

Pour faire face à la peur de l'effacement, à cette insécurité culturelle et civilisationnelle que j'évoquais, nous avons aussi besoin de porter le projet français pour l'Europe. Ce projet, c'est de retrouver le sens et la substance de notre coopération face à tous les défis que nous pouvons relever uniquement ensemble en tant qu'Européens. Cet engagement, ce projet français a d'ores et déjà permis des avancées réelles que d'aucuns pensaient impossibles jusqu'alors. Nous avons progressé vers une Europe qui protège davantage par une politique de défense dont l'idée même avait été abandonnée depuis 70 ans, par une meilleure régulation du travail détaché assurant la protection des salariés européens, par la défense de nos intérêts communs sur le plan commercial, par la conclusion voici quelques semaines d'un accord franco-allemand de moyen terme qui n'avait pas été fait depuis plus de 20 ans et qui a permis de jeter les bases d'un budget de la zone euro.

Depuis quand n'avions-nous pas attendu les crises pour avancer concrètement ? Cette Europe-là n'est pas incantatoire ni éloignée, elle prend en charge le quotidien des Européens et leurs intérêts vitaux. Toutefois, ces avancées réelles pour lesquelles la France s'est battue ne doivent pas faire oublier les doutes, les divisions. L'Europe est encore trop lente, trop bureaucratique, trop divisée pour affronter la brutalité des changements politiques, sécuritaires migratoires et technologiques. Notre plus grande erreur serait cependant de brandir les spectres du passé et de redouter la répétition de l'Histoire ou je ne sais quelle fatalité européenne du conflit. Ce n'est pas cela qui nous menace.

La vérité est que nos combats d'aujourd'hui requièrent l'Europe car nous ne pourrions être à la hauteur des enjeux contemporains qu'en unissant nos forces avec les nations dont l'Histoire a fait nos partenaires naturels.

Ni les défis commerciaux ni les défis du climat ni les défis de la défense ni les défis économiques et monétaires ne peuvent se relever dans l'isolement et encore moins le défi migratoire que j'évoquais à l'instant. En ces matières, la solution véritable ne peut être que dans la coopération européenne.

Et c'est au cœur de ces interrogations que se joue l'Europe de demain. Elle sera nécessairement une Europe des peuples. Peut-être les 28 peuples qui composent l'Union n'avanceront-ils tous pas au même rang, au même pas, mais ils se montreront capables d'agir ensemble dans des circonstances exceptionnelles, face à des défis qui nous confrontent au plus vif de ce que nous sommes. Au sein de cette Europe, la France fait entendre sa voix avec un projet clair, celui que j'ai présenté en octobre dernier à la Sorbonne, celui d'une Europe plus souveraine, plus unie, plus démocratique, celui d'une Europe qui sera portée par une coalition de volonté et d'ambition et plus paralysée par l'unanimité capturée par quelques-uns.

Mais il faut aussi le dire clairement, la frontière véritable qui traverse l'Europe est celle, aujourd'hui, qui sépare les progressistes des nationalistes.

Et nous en avons pour au moins une décennie. Ce sera difficile mais le combat est clairement posé. Il sera au cœur des enjeux de l'élection européenne de 2019 qui appartient à ces scrutins qui sont aussi des tournants. Et comme au cœur de toutes menaces naît une grande opportunité, c'est sur cette crise que nous fonderons les clés de la puissance européenne, de l'indépendance européenne, de la conscience européenne de demain après 70 ans de paix qui nous ont trop souvent conduits à perdre de vue le sens même de l'Europe.

La crise que nous traversons, nous dit une chose : l'Europe des assis, l'Europe des assoupis est terminée, un combat est en train de se livrer qui finira le projet de l'Europe à venir, celui d'un repli nationaliste ou celui d'un progressisme contemporain.

La France porte sa voix, elle est écoutée parce que c'est une voix forte de c'est la voix de la raison mais aussi la voix de parfois ceux qui n'en ont pas ou n'en ont plus et qui parlent pour la défense des biens communs et je m'attacherai à ce combat.

C'est à ce titre que nous sommes aussi engagés dans d'autres luttes et que la France a fait entendre sa voix lorsque les Etats-Unis se sont retirés de l'Accord de Paris. C'est pour cela que nous sommes intervenus sur le nucléaire iranien ou dans la crise syrienne, c'est pour cela que la France aujourd'hui est à l'initiative pour réinventer un multilatéralisme fort dont le monde contemporain a besoin. La France de nouveau est cette médiatrice, ce tiers de confiance qui tente de tenir ensemble les équilibres du monde et de trouver les voies d'avenir. C'est ce rôle nécessaire tout à la fois pour notre sécurité, la défense de nos valeurs qu'aujourd'hui nous menons. Je crois dans la possibilité de défendre une démocratie forte et respectée, je crois dans la possibilité de défendre une Europe forte et souveraine, je crois dans la possibilité de défendre les valeurs universelles qui nous ont faites à travers ce multilatéralisme fort contemporain.

Tel est, Mesdames et Messieurs, le cap que je fixe à la France, vous l'aurez compris, je souhaite renouer avec ce projet français que nous avons perdu de vue trop longtemps par frilosité ou par confort intellectuel. Il suppose, je l'accorde, de vouloir s'affranchir des querelles où nous nous sommes en quelque sorte confondus ou auxquelles nous nous sommes longtemps habitués.

Ce projet ne peut se déployer que si nous en finissons avec ce renoncement où nous nous sommes enfermés depuis 40 ans qui voudrait que la France ne soit qu'une puissance moyenne. Cette idée nous a étouffés et meurtris, je crois moi que la France a les moyens de devenir de nouveau une puissance du XXIème siècle.

Pour mener ce projet nous partons du réel, nous ne nous alourdirons pas d'idées préconçues, de clivages recuits, d'idées surannées, le progrès, la dignité de l'individu, la force juste de la République sont nos boussoles et nous suffisent. Notre seule idéologie c'est la grandeur de la France, n'en déplaise à certains, et ce que nous construisons n'en déplaise aux adeptes de l'immédiat, nous le faisons pour aujourd'hui mais aussi pour demain, c'est-à-dire pour la jeunesse, pour qu'elle grandisse, pour qu'elle grandisse dans un pays où elle puisse choisir sa vie, ressentir pleinement cette appartenance qui fait la force d'un peuple et contribuer librement à ce projet qu'on appelle une nation.

C'est en somme un patriotisme nouveau, réinventé, vivifié que nous sommes en train de construire, il ne se fait pas en un jour, il ne se fait pas en un an mais c'est à cela, Mesdames et Messieurs, que je vous appelle.

Vive la République ! Vive la France !